



Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Distr. générale
28 avril 2017
Français
Original : anglais

Réunion des États parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Huitième réunion

New York, 28 juin 2017

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de sept membres du Comité pour la protection
des droits de tous les travailleurs migrants et des membres
de leur famille afin de remplacer ceux dont le mandat
viendra à expiration le 31 décembre 2017, conformément
aux paragraphes 1 à 5 de l'article 72 de la Convention**

Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 72 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la huitième réunion des États parties à la Convention se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 28 juin 2017. À cette occasion, sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dont les noms figurent sur une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) seront élus, afin de remplacer ceux dont le terme viendra à expiration le 31 décembre 2017 (sect. I). Sept membres continueront d'exercer leurs fonctions au sein du Comité jusqu'au 31 décembre 2019 (sect. III).
2. Conformément à la procédure énoncée au paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 7 octobre 2016, a invité les États parties à désigner, dans un délai de cinq mois, leurs candidats à l'élection de sept membres du Comité. Tous les curriculum vitae reçus au 31 mars 2017 figurent dans l'annexe au présent document. Des additifs à la présente note seront publiés pour les candidatures reçues après l'échéance du 31 mars 2017.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter dans la liste ci-après les noms des candidats, dans l'ordre alphabétique, et l'indication des États parties qui les ont désignés. Les notices biographiques des candidats, telles qu'elles ont été soumises par États parties, figurent dans l'annexe au présent document.



4. En outre, en application du paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la situation actuelle en ce qui concerne la composition du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, figure aux chapitres I et II du présent document, accompagnée des notices biographiques des membres actuels disponibles sur la page Web du Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CMW/Pages/Membership.aspx).

5. Au paragraphe 13 de sa résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, comme le prévoient les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

I. Membres dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2017

6. L'expérience professionnelle des membres, les différents systèmes juridiques et d'autres données biographiques des membres peuvent être consultés sur la page Web du Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CMW/Pages/Membership.aspx).

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. José S. Brillantes	Philippines	2004
M ^{me} . Salome Castellanos Delgado	Honduras	2014
M. Pablo Ceriani Cernadas	Argentine	2014
M ^{me} . Fatoumata Abdourhamane Dicko	Mali	2010
M. Md. Shahidul Haque	Bangladesh	2014
M. Prasad Kariyawasam	Sri Lanka	2004
M. Ahmadou Tall	Sénégal	2010

II. Liste de candidats désignés par les États parties

<i>Candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Federico Agusti	Argentine
M. Álvaro Botero Navarro	Colombie
M. José S. Brillantes	Philippines
M ^{me} Fatoumata Abdourhamane Dicko	Mali
M. Ermal Frasheri	Albanie
M. Md. Shahidul Haque	Bangladesh
M. Prasad Kariyawasam	Sri Lanka
M. Mamane Oumaria	Niger

<i>Candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Germain Zong-Naba Pimé	Burkina Faso
M. Azad Taghi-Zada	Azerbaïdjan
M. Ahmadou Tall	Sénégal

7. Les curriculum vitae des personnes désignées, tels que fournis par les États parties concernés, sont reproduits dans l'annexe.

III. Membres dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2019

8. L'expérience professionnelle des membres, les différents systèmes juridiques et d'autres données biographiques des membres peuvent être consultés sur la page Web du Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CMW/Pages/Membership.aspx).

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M ^{me} Jasminka Dzumhur	Bosnie-Herzégovine	2016
M. Ahmed Hassan El-Borai	Égypte	2004
M. Abdelhamid El Jamri	Maroc	2004
M ^{me} Khedidja Ladjet	Algérie	2012
M ^{me} Maria Landazuri de Mora	Équateur	2016
M. Marco Nuñez-Melgar Maguiña	Pérou	2012
M. Can Ünver	Turquie	2016

Annexe

Curricula vitae*

Federico Agusti (Argentine)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 7 février 1969 à Buenos Aires

Langues de travail : espagnol (langue maternelle), italien (niveau avancé), anglais (niveau avancé), portugais (niveau intermédiaire)

Situation/fonctions actuelles

- Directeur des Affaires internationales de la Direction nationale des migrations depuis 2008 ;
- Président de la Commission nationale pour les réfugiés (CONARE) depuis 2009 ;
- Coordonnateur exécutif du Programme « Syrie » (accueil humanitaire de citoyens syriens touchés par le conflit).

Principales activités professionnelles

J'ai travaillé dans le cadre de différentes initiatives de programmation et de suivi des politiques migratoires à l'échelle nationale, régionale et internationale – Dialogue national sur les migrations ; Programme « Syrie » pour les personnes touchées par le conflit ; programmes de régularisation de Sénégalais et de Dominicains, etc. ; j'ai représenté la Direction nationale des migrations à de nombreuses réunions internationales sur la question – Forum mondial sur la migration et le développement ; Dialogue international sur la migration de l'OIM ; Conférence sud-américaine sur les migrations ; Forum spécialisé du Mercosur sur les migrations, etc., ainsi que lors de la conclusion d'accords internationaux traitant de la question migratoire (Accord sur l'octroi du statut de résident dans le Mercosur ; Accord sur les documents de voyage ; Accord du Mercosur contre le trafic illicite de migrants ; accords bilatéraux conclus avec le Brésil, le Chili, la Bolivie, le Pérou, le Paraguay, l'Uruguay, etc.).

Je préside la Commission nationale pour les réfugiés (CONARE), ce qui m'amène à définir les politiques publiques relatives à l'asile et aux réfugiés, à la lumière de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et aux autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Études

Diplôme d'avocat, obtenu à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (UBA) ;

Études de troisième cycle en administration et politiques publiques (Maestría en Gobierno à l'Université de Palermo, Argentine) ;

Études de troisième cycle en migrations internationales (Maestría en Políticas y Gestión de las Migraciones Internacionales (sujet de thèse)) à l'Université nationale « Tres de Febrero ».

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Chef de la délégation argentine aux réunions du Forum spécialisé du Mercosur sur les migrations : de 2008 à 2017 ; représentant de la Direction nationale des migrations aux

* Les curriculum vitae sont publiés sans avoir été revus par les services d'édition.

réunions de la Conférence sud-américaine sur les migrations : de 2009 à 2016 ; participation à diverses réunions du Forum mondial sur la migration et le développement (Bruxelles ; Philippines, Mexique) ; représentant de l'Argentine à la session du Comité exécutif du HCR – manifestation parallèle, Genève (Suisse), octobre 2015 ; représentant de l'Argentine aux réunions des présidents des commissions nationales pour les réfugiés des pays du Mercosur ; organisateur et participant du cinquième Congrès ibéro-américain des autorités migratoires, à Buenos Aires, en mai 2015 ; coorganisateur, président et intervenant de la Réunion sous-régionale organisée à Buenos Aires dans le cadre du processus Carthagène +30 : 2014 ; participation régulière à des réunions bilatérales avec la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela : de 2008 à 2017.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

« Estudio sobre experiencias en la implementación del Acuerdo de Residencia del MERCOSUR y Asociados », étude commandée par l'OIM et présentée devant le Sommet social du Mercosur en 2014 ;

« Política Migratoria Argentina », publié dans : « Migraciones Internacionales en el Siglo XXI », Congrès international sur les migrations, Iguazú (province de Misiones) ;

« Flujos migratorios mixtos : el caso Senegal » ; publié dans : « Migración Extracontinental en las Américas » ; Commission spéciale sur les questions de migration de l'Organisation des États américains.

Álvaro Botero Navarro (Colombie)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 22 juin 1979 à Barranquilla (Colombie)**Langues de travail :** espagnol, anglais et portugais**Situation/fonctions actuelles**

Spécialiste principal auprès de la Rapporteuse sur les droits des migrants de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'Organisation des États américains (OEA). Chargé de coordonner les travaux de la Rapporteuse en faveur de la protection des droits des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, apatrides, victimes de la traite des êtres humains et déplacés à l'intérieur de leur propre pays dans les 35 États membres de l'OEA.

Principales activités professionnelles

Suivi de situations touchant aux droits fondamentaux des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, des personnes ayant besoin d'une protection complémentaire, apatrides, déplacées dans leur propre pays et victimes ou survivantes de la traite des êtres humains dans les 35 États membres de l'OEA : 1) Coordonner et mener des visites de la CIDH dans des pays du continent américain, parmi lesquels le Mexique (2011 et 2015), la République dominicaine (2013), les États-Unis d'Amérique (2014) et la Colombie (2015) ; 2) Rédiger des rapports thématiques et par pays, ainsi que d'autres contributions techniques sur la situation des droits fondamentaux des migrants dans des pays du continent américain ; 3) Collaborer à l'élaboration de contributions juridiques dans des affaires touchant aux droits fondamentaux des migrants et d'autres personnes dans le contexte des déplacements, ainsi que d'avis soumis par la CIDH à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, 4) Assurer la liaison entre la CIDH et les États, les organisations de la société civile et d'autres organismes internationaux, tels que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et la Commission sur les questions de migration de l'Organisation des États américains.

Études

Diplôme d'avocat, Universidad del Norte, Barranquilla, Colombie ;

Maîtrise en hautes études sur les droits de l'homme, Université Carlos III de Madrid (Espagne).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

A collaboré avec des organisations comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) sur des projets relatifs à l'accès à la justice de groupes en situation de vulnérabilité. A également fourni des services d'assistance juridique à des personnes déplacées, ainsi qu'à des bureaux d'aide juridique, guichets des droits de l'homme et organisations de la société civile œuvrant pour la défense des droits des migrants au Mexique. A suivi des études de troisième cycle spécialisées dans le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés, la migration forcée, la migration internationale, la traite des êtres humains et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les universités ci-après : Université d'Oxford (2016), Université d'Essex (2016), Université de Georgetown (2012), Abo Akademi University (2009), Institut universitaire européen (2008), Institut international des droits de l'homme (2007), Centro de Estudios Políticos y Constitucionales (2006), Universidad Complutense de Madrid (2006).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

A contribué à la préparation et à la rédaction de différents rapports publiés par la Commission interaméricaine des droits de l'homme consacrés aux droits des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, des personnes ayant besoin d'une protection complémentaire, apatrides, victimes ou survivantes de la traite des êtres humains et déplacées dans leur propre pays.

Méritent particulièrement d'être soulignés à cet égard ses travaux ayant conduit à la publication de l'ouvrage de la CIDH intitulé « *Derechos humanos de los migrantes, refugiados, apátridas, víctimas de trata de personas y desplazados internos : Normas y Estándares del Sistema Interamericano de Derechos Humanos* » (2015).

José Serrano Brillantes (Philippines)

Date et lieu de naissance : 4 février 1938, Manille (Philippines)

Langues de travail : anglais, philippin, allemand et espagnol

Situation/fonctions actuelles

Président du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Principales activités professionnelles

Avocat de formation et de profession, ayant exercé comme juriste et comme diplomate respecté depuis plus de trente-huit ans ayant occupé des fonctions dans les ambassades des Philippines à Bonn, Washington et Kuala Lumpur, M. Brillantes mène des campagnes pour la protection sociale des travailleurs migrants à l'occasion de dialogues, réunions, conférences et séminaires internationaux, régionaux, multilatéraux et bilatéraux en qualité de Président du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, d'orateur et d'expert sur les questions touchant les travailleurs migrants, en s'appuyant sur son expérience de Ministre du travail, de Vice-Ministre des affaires étrangères, d'Ambassadeur en Malaisie et au Canada et de participant à New York aux sessions qui ont abouti à l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, en 1988-1989.

(A reçu le prix *Distinguished Alumnus Special Award for Public Service* de l'Université Ateneo de Manille en reconnaissance de son action en tant que Président du Comité, qu'Ambassadeur en Malaisie et au Canada et qu'ancien Ministre du travail).

Études

Doctorat en droit (honoris causa) de la Lyceum-Northwestern University, Dagupan City (Philippines) 2004 ;

Études universitaires supérieures en administration publique, Université Carlton, Ottawa (Ontario, Canada) (1975-1976) ;

Licence de droit, faculté de droit de l'Université Ateneo de Manille (Philippines) (1956-1960) ;

Diplôme universitaire du premier cycle en lettres et en sciences du « College » des lettres et des sciences de l'Université Ateneo de Manille (Philippines) (1954-1956).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

En qualité de Président et de membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, M. Brillantes plaide en faveur de la protection et de la promotion des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ainsi qu'en faveur de la ratification de la Convention ; il est intervenu en qualité d'expert du Comité lors de conférences à Bangkok, à Ottawa, à Phnom Penh, auprès de l'Organisation internationale pour les migrations à Manille et du Comité des droits des personnes handicapées, à Genève, au Pérou, au Bangladesh, en Azerbaïdjan, à New York et à Kuala Lumpur ;

En qualité de Rapporteur pour la Bosnie, Sri Lanka, l'Argentine, le Chili, la Colombie, la Bolivie, le Lesotho, l'Ouganda, le Belize, le Kirghizistan et le Timor-Leste, il a entretenu des contacts et des relations avec des ONG, d'autres groupes de défense des migrants et la Commission des droits de l'homme des Philippines, a assisté à la 28^e réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à New York (2016), s'est rendu au Mexique, en France, au Libéria et s'est entretenu avec le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la ratification de la Convention ;

Il a participé en tant qu'orateur au 9^e Forum mondial sur la migration et le développement, à Dhaka (2016), a présenté le rapport du Comité à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies ; a pris part à la célébration du 25^e anniversaire de la Convention à Bakou (Azerbaïdjan) et du 10^e anniversaire de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2016) ainsi qu'à la réunion des « Amis du Forum » du Forum mondial sur la migration et le développement (2016).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

« *Protection of Migrants in all Situations* », 9^e Forum mondial sur la migration et le développement, Table ronde, 2.2., octobre 2016 ;

« *GFMD-CMW on Migrants* » Genève, mai 2016 ;

« *Behind Closed Doors* », Bangkok, 2015 ;

« *Overseas Workers as Culture Bearers* » Manille, 2016 ;

« *Integrating a Gender Perspective into the Development of the Global Component of Migration* », Dhaka, 2016 ;

« *Présentation à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies* » New York , 2016 ;

« Cérémonie de célébration du 10^e anniversaire de la Convention relative aux droits des personnes handicapées », Genève, 2016.

Fatoumata Abdourhamane Dicko (Mali)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 8 avril 1963 à Bourem/Cercle de Gao (Mali)**Langues de travail :** français**Situation/fonctions actuelles**

Depuis douze ans, élaboration et suivi des rapports du Gouvernement au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en général et dans le domaine du travail dans tous ses aspects, parallèlement à une participation active dans le Programme des migrations internationales du BIT en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Depuis novembre 2013, Directrice nationale de l'emploi, sachant que la recherche d'une vie meilleure est l'une des causes de la migration.

Principales activités professionnelles

2016 : Membre du Comité interministériel d'appui à l'élaboration des rapports initiaux et périodiques de mise en œuvre des Conventions internationales ratifiées par le Mali ;

Depuis novembre 2013 : Directrice nationale de l'emploi ;

Septembre 2011 à novembre 2013 : Directrice des ressources humaines du Secteur Jeunesse, emploi, sports et culture ;

Depuis 2012 : Chargée de cours à l'École nationale d'administration et à l'Institut national de la jeunesse et des sports ;

Mai 2009 à juin 2010 : Chargée du Programme « Améliorer les capacités institutionnelles pour la gouvernance des migrations de main d'œuvre en Afrique du Nord et de l'Ouest » ;

Août 1998 à mai 2009 : Chef de la Division juridique et des normes au Ministère du Travail.

Études

Juin 1989 à l'ENA de Bamako : Maîtrise en droit privé (matières principales : droit civil, droit des obligations, droit administratif, relations internationales, droit du travail) ;

Décembre 2005 au CRADAT de Yaoundé : Diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion des ressources humaines (matières principales : gestion des ressources humaines, audit, économie des ressources humaines, planification et évaluation de politiques, etc.).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Secrétaire permanente et membre du Cadre de concertation pour la gestion des migrations au Mali (2010-2011) ;

Membre du Comité de pilotage du Programme de partenariat pour la gestion des migrations professionnelles de GIP\Inter (2010) ;

Centralisatrice de toutes les informations pour l'élaboration du rapport du Gouvernement de la République du Mali au titre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (2006) ;

Chargée de l'élaboration des rapports au titre des instruments internationaux ratifiés, suite aux commentaires de la Commission d'experts ; mais aussi de rapports concernant les instruments internationaux non ratifiés et de tous les questionnaires préparant de nouvelles normes ;

Membre pendant huit ans de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail de l'OIT.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

Août 2009 : Recueil des textes législatifs et réglementaires en matière de migration au Mali ;

Octobre 2009 : Cartographie de la migration au Mali ;

2010 : Guide de la gestion des migrations ;

2010 : Les tendances de la migration féminine ;

2011 : Essai sur la protection sociale des émigrés maliens et Recueil des conventions de sécurité sociale signées par le Mali.

Ermal Frasheri (Albanie)

Date et lieu de naissance : 31 octobre 1974 à Tirana (Albanie)

Langues de travail : anglais, albanais, polonais

Situation/fonctions actuelles

Chargé de recherches, Centre du développement international de l'Université Harvard

Professeur adjoint, Sturm College of Law, Université de Denver

Principales activités professionnelles

Je suis chargé de recherches au Centre du développement international à la Kennedy School, où je travaille sur les questions de droit et de politiques de développement économiques, et je suis également professeur adjoint au Sturm College of Law de l'Université de Denver, où j'enseigne chaque année dans le cadre d'un stage de formation sur le droit et la corruption. J'ai achevé mes études – maîtrise en droit (2005), doctorat en sciences juridiques (2012) et post-doctorat (chercheur invité : 2014) – à la Harvard Law School, me spécialisant dans les domaines suivants : droit et développement économique, droit international, sociologie et intégration européenne. À Harvard, j'ai enseigné pendant une dizaine d'années sur différents thèmes allant de la politique comparée à l'intégration européenne, en passant par la démocratie, la sociologie, les organisations internationales ou les interactions sociales ; j'ai aussi donné des cours de droit international public (au Babson College) et de droit européen (à la New England Law School).

Études

Harvard Law School, Cambridge, MA;

Chercheur invité : de novembre 2012 à janvier 2014 ;

Doctorat en sciences juridiques (S. J. D.) : novembre 2012 ;

Maîtrise en droit (LL. M.) : juin 2005.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Dans mes cours de droit international public, de droit international commercial et de droit européen, j'aborde des thèmes précis concernant les droits des travailleurs migrants. De plus, dans le cadre de mes travaux sur le droit et le développement économique au Centre du développement international, j'étudie actuellement la situation des travailleurs migrants à Sri Lanka, dans le contexte du régime d'immigration, en vue de proposer des améliorations aux politiques et cadres réglementaires.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

Immigration Regime and the nexus to Economic Development (projet en cours), Centre du développement international de l'Université Harvard.

Md. Shahidul Haque (Bangladesh)

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1959 à Quetta (Pakistan)

Langues de travail : anglais, ourdou

Situation/fonctions actuelles

Ministère des affaires étrangères du Bangladesh (depuis 2013) :

- Élaborer et mettre en œuvre la politique étrangère du Bangladesh ;
- Établir des directives sur le maintien de relations externes avec d'autres pays et des organes internationaux ;
- Proposer des décisions sur l'application des accords bilatéraux et multilatéraux ;
- Élaborer et mettre en œuvre des directives sur les questions cérémonielles et protocolaires de l'État ;
- Assurer le suivi des relations diplomatiques et consulaires du Bangladesh.

Principales activités professionnelles

2012-2013 : Attaché des affaires étrangères, Ministère des affaires étrangères, Dhaka ;

2010- 2012 : Directeur, Coopération internationale et partenariat de l'OIM, chargé des relations extérieures, de la liaison avec les donateurs et de la politique migratoire internationale. A élaboré la stratégie de l'OIM et mis en œuvre les politiques approuvées dans la région ; a dirigé les activités opérationnelles, administratives et financières prescrites ; a forgé et entretenu des relations avec les gouvernements des organisations multilatérales et des ONG ;

2007-2009 : Représentant régional de l'OIM pour le Moyen-Orient (basé au Caire) ;

2001-2006 : Représentant régional de l'OIM pour l'Asie du Sud (basé à Dhaka). A également assumé pour l'OIM, sur la même période, les fonctions de Chef de mission à Téhéran et de coordonnateur régional de la gestion pour l'Asie de l'Ouest ayant mené des activités en Iran, au Pakistan et en Afghanistan ;

1999-2001 : Ministre, Mission permanente du Bangladesh à Genève : responsable des questions concernant l'OMPI, l'OIT, l'OIM, l'AIEA et les PMA ;

1986-1998 : A exercé des activités, à divers titres, au Ministère des affaires étrangères et dans des ambassades du Bangladesh à Londres et à Bangkok.

Études

Maîtrise (M. A.) en relations internationales, Fletcher School of Law and Diplomacy (USA) (1988) : mention honorable pour le prix Robert B. Steward pour ses excellents résultats universitaires ;

Maîtrise (*Master*) avec mention en affaires sociales, Université de Dhaka. A reçu le prix Chancellors de l'Université de Dhaka, le prix de la Commission Grants et la Chancellors Gold Medal, pour ses résultats universitaires exceptionnels ;

Chercheur en résolution des conflits, Centre for International Understanding, Missouri, USA.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

A présidé le 9^e Forum mondial sur la migration et le développement et a dirigé avec succès le Sommet tenu à cette occasion à Dhaka du 10 au 12 décembre 2016 ;

A plaidé en faveur de l'idée d'un Pacte mondial sur la migration, mettant les droits des travailleurs migrants au centre de la gouvernance des migrations ;

A participé à la formulation de stratégies, de plans et programmes visant à promouvoir la cause des migrations et à faciliter le processus migratoire aux niveaux régional et international ;

A établi, encouragé et entretenu des contacts de haut niveau avec des États parties, des organisations internationales et des ONG ;

A dirigé, contrôlé et évalué des programmes et des activités liés aux migrations aux niveaux mondial et régional ;

A formulé des avis sur des questions d'orientation et contribué, en particulier, au Forum d'action régional « Fostering Safe Migration », SARI/Equity, projet financé par l'USAID à Delhi, sur la traite et la migration ;

A dirigé des ateliers de formation sur la migration, la mondialisation, la sécurité et le développement, le mouvement des réfugiés et la recherche migratoire ;

A dirigé des cours de troisième cycle sur les migrations, à l'Université Webster de Genève.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

The Future of Migration Governance, tribune libre publiée par Project Syndicate le 7 décembre 2016 en amont du 9^e Forum mondial sur la migration et le développement ;

Migration Trends and Patterns in South Asia and Management Approaches and Initiative, Asia Pacific Population Journal, CESAP, vol. 20, n° 3, décembre 2005;

Orderly and Humane Migration : An Emerging Paradigm for Development, Journal of Bangladesh Institute on International and Strategic Studies, Dhaka, Bangladesh, vol. 23, n° 1, 2002;

International Laws and Institution for Protection of Right of Migrants : Challenges and Responses, dans : Dr. Mizanur Rahman (éd.), Human Rights and Empowerment, Dhaka 2001;

Quest for An Implementation Mechanism for Movement of Service Providers, 2001, Centre Sud, Genève;

Internal Displacement : The Mandate and Activities of IOM, conjointement avec Shyla Vohra, dans : Displaced in Homeland : IDPs of Bangladesh and the Region, Dhaka, 2003.

Prasad Kariyawasam (Sri Lanka)

Date et lieu de naissance : 21 mars 1954 à Galle (Sri Lanka)

Langues de travail : anglais et sinhala

Situation/fonctions actuelles

Ambassadeur de Sri Lanka aux États-Unis d'Amérique et Ambassadeur (désigné) au Mexique, Haut-Commissaire à Trinité-et-Tobago, Observateur permanent à l'Organisation des États américains (OEA).

Questions bilatérales avec les États-Unis d'Amérique, le Mexique et Trinité-et-Tobago, et coordination de tous les aspects des relations de Sri Lanka avec l'OEA.

Principales activités professionnelles

Représentant adjoint de Sri Lanka aux cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève. A dirigé la délégation d'observateurs de Sri Lanka aux cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme, et la délégation de Sri Lanka en qualité de membre à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme. A été élu Vice-Président de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, et occupé des fonctions au sein du bureau élargi de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme. De 2005 à 2008, Président du Comité spécial de l'ONU chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

Études

Licence en sciences avec mention (Bachelor of Science, Honours Degree), Diplôme spécial en mathématiques, 1978 ;

University of Peradeniya, Sri Lanka.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

En tant que Président du Conseil de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2001 et 2002, M. Kariyawasam a acquis une expérience pratique des migrations et de la protection des travailleurs migrants ainsi qu'une expérience des conférences sur ces questions. En tant que Chef de mission adjoint à l'ambassade du Sri Lanka à Riyad (1989-1992), M. Kariyawasam a pu observer par lui-même les difficultés rencontrées par les travailleurs migrants vivant au Moyen-Orient. Il a été le premier Président du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, fonctions qu'il a occupées jusqu'en 2008. Dans ces premières années du Comité, il a fait évoluer et a renforcé les méthodes et procédures de travail de celui-ci et a œuvré en faveur de la promotion de la Convention. En 2004, il a présidé la réunion des présidents des organes de suivi des instruments relatifs aux droits de l'homme et la réunion intercomités des organes de suivi des instruments relatifs aux droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

Orateur principal à la Conférence publique sur les travailleurs migrants et les droits de l'homme organisée par la Commission irlandaise des droits de l'homme et la Law Society of Ireland, Dublin (Irlande), 15 octobre 2005 ;

Orateur principal à la huitième Conférence internationale sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Bolivie, 24 octobre 2006 ;

Communication principale sur la mondialisation, la migration et les droits de l'homme au séminaire destiné aux membres de la Commission parlementaire travaillant sur les droits de

l'homme et d'autres commissions intéressées par les questions de migration, siège de l'Union interparlementaire (UIP), Genève, 24 octobre 2007 ;

Déclaration au nom de Sri Lanka et du Comité des travailleurs migrants au Forum mondial sur la migration et le développement international, aux Philippines, du 27 au 30 octobre 2008 ;

Déclaration à la Table ronde mondiale sur les solutions de substitution à la détention des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants et des apatrides, organisée par le HCR et le HCDH à Genève en mai 2011 ;

Déclaration à la réunion d'experts entre le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité des travailleurs migrants et des représentants d'institutions des Nations Unies et de la société civile organisée à Genève les 21 et 22 novembre 2016 en vue de définir et d'adopter la formulation recommandée pour un pacte mondial tenant compte de la problématique hommes-femmes dans la perspective de migrations sûres, organisées et légales.

Mamane Oumaria (Niger)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1952 à Matamèye (Niger)

Langue de travail : français, anglais (moyen)

Situation/fonctions actuelles

Conseiller principal du Premier Ministre, Chef du Département Gouvernance et modernisation sociale (en charge des droits de l'homme et des questions migratoires) ;

Membre du Comité interministériel de rédaction des rapports destinés aux organes conventionnels et à l'EPU (dont le rapport du Niger sur les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille) ;

Consultant international en droits de l'homme (plusieurs missions pour le compte du HCDH) ;

Chargé de cours en droits de l'homme à l'Université de Niamey ;

Rapporteur du Pôle gouvernemental Gouvernance (suivi de la gouvernance, de la migration et de la sécurité).

Principales activités professionnelles

Directeur de cabinet du Président du Conseil national de développement (organe de décision pour toutes les questions de développement, notamment l'initiative visant à occuper les jeunes ruraux toute l'année pour éviter ou limiter l'immigration) ;

Président de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Niger de 1999 à 2003 ; participation à ce titre aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève et des organes conventionnels, ainsi qu'aux sessions de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de ses mécanismes, dont celui sur les réfugiés et déplacés internes et les migrants de 2000 à aujourd'hui ;

Président de la Sous-Commission « Monitoring des pratiques esclavagistes » à la Conférence mondiale des institutions nationales des droits de l'homme à Copenhague (Danemark) et Lund (Suède) en 2002 ;

Consultant international en droits de l'homme, conduite des missions en RDC, aux Comores et en Mauritanie pour le compte du HCDH pour l'organisation du dialogue Gouvernement/Parlement/société civile pour la création d'une institution nationale des droits de l'homme et l'élaboration des textes organiques de ces institutions (dialogue organisé dans les trois pays précités) ;

Directeur de cabinet du Médiateur de la République ;

Secrétaire général de l'Association nigérienne de défense des droits de l'homme (D.L.D) ; dans ce cadre, notamment, conseils et assistance aux réfugiés ;

Réalisation d'une étude sur les violences faites aux femmes et aux enfants dans les régions de Maradi et Dosso au Niger ;

Membre du comité de rédaction du Rapport du Niger présenté à la quatre-vingt-septième session du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD) à Genève les 6 et 7 août 2015, membre de la délégation ;

Membre du comité de rédaction du rapport du Niger pour le 2^e cycle de l'Examen périodique universel (EPU) et membre de la délégation du Niger aux vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève (janvier et juin 2016).

Études

Maîtrise en droit public, science politique de l'Université de Dakar, 1976 ;

Diplôme en administration publique de l'Institut international d'administration publique (IIAP) Paris, 1979 ;

Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 1979 ;

Diplômé en justice transitionnelle du Centre international de justice transitionnelle de New York, 2008 ;

Diplômé de l'Académie internationale de droit constitutionnel de Tunis, 2015.

Certifié en droits de l'homme (Fédération internationale des droits de l'homme, 1995, Centre danois des droits de l'homme, 2000) ;

Baccalauréat philosophie/lettres, Lycée national de Niamey, 1972, mention assez bien.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Participation à l'étude sur la migration au Niger ;

Membre du comité de rédaction du rapport du Niger au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et membre de la délégation du Niger devant ce Comité les 30 et 31 août 2016 à Genève ;

Rapporteur du Pôle gouvernemental Gouvernance, placé sous l'égide du Premier Ministre, où sont discutés tous les mois les questions de gouvernance, de migration irrégulière, de trafics et de sécurité ; en particulier la situation des travailleurs migrants à Agadès et sur le site de transit de Dirkou, à la frontière avec la Libye ;

Directeur de la formation professionnelle (apprentissage chez le patron, tutelle des centres de formation professionnelle, suivi de la politique nationale de formation professionnelle) ;

Conseiller principal du Premier Ministre, en charge des droits de l'homme, dont les questions migratoires ;

Suivi au plan diplomatique des entretiens de la mission des représentants des Gouvernements européens sur les questions migratoires avec le Premier Ministre.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

Le Niger à la croisée des chemins de l'immigration vers l'Europe ou l'équation géographique, 2016 ;

Stratégie et tactique des candidats à l'immigration en transit au Niger, 2015.

Germain Zong-Naba Pimé (Burkina Faso)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 24 mai 1977 à Sourgoubila (Burkina Faso)

Langue de travail : français

Situation/fonctions actuelles

Conseiller en droits de l'homme, Conseiller technique auprès du Ministre de la justice, des droits humains et de la promotion civique, Garde des sceaux.

Principales activités professionnelles

Assister le Ministre dans la mise en œuvre de ses missions en matière de droits de l'homme et de civisme à travers des avis techniques, l'étude et la synthèse des dossiers y relatifs ;

Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de protection des droits de l'homme ;

Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la réglementation en matière de droits de l'homme ;

Conduire des études prospectives de promotion et de protection des droits de l'homme ;

Concevoir et élaborer des outils en matière d'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté.

Études

2016 (en cours) : *Master* de recherche en droit international public de l'Université de Ouagadougou ;

2012 : *Master* de recherche en droit public, spécialité droit international et européen des droits fondamentaux de l'Université de Nantes (France) ;

2009 : Diplôme de conseiller en droits humains de l'École nationale d'administration et de magistrature du Burkina Faso ;

2004 : Maîtrise en sciences juridiques de l'Université de Ouagadougou.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

2014 à 2015 : Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ;

2015 : Membre du groupe de réflexion CRC – CMW sur le projet d'observation générale sur les droits de l'enfant dans le contexte de la migration internationale ;

Membre du Centre d'études et de recherche sur les migrations internationales et le développement (CERMID) ;

Mai-décembre 2016 : Formation à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et diffusion de celle-ci au profit des acteurs nationaux intervenant dans sa mise en œuvre (magistrats, ONG, société civile, police, agents de l'immigration, agents consulaires, inspecteurs du travail, personnel pénitentiaire).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

2009 : mémoire sur « Les droits de l'homme en milieu carcéral au Burkina Faso : le cas du mineur à la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou » ;

2012 : mémoire sur « L'emprisonnement, ses alternatives et la protection des droits de l'enfant ».

Azad Taghi-Zada (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance : 3 mars 1953 à Bakou (Azerbaïdjan)

Langues de travail : azéri (langue maternelle), anglais (niveau avancé), russe et turc.

Situation/fonctions actuelles

- Ministre du travail et de la protection sociale de la population, Chef du Département des calculs actuariels et de l'analyse des niveaux de vie ;
- Vice-Président chargé de la recherche du bureau de l'Université d'État M. V. Lomonosov de Moscou à Bakou.

Principales activités professionnelles

Participe à l'élaboration, à la mise en place et à la réalisation des politiques sociales pour la population en Azerbaïdjan, notamment en ce qui concerne les services aux travailleurs migrants ; élabore des programmes de coopération avec des organisations internationales et les ministères compétents des pays étrangers dans ce domaine d'activités.

Études

1970-1975 : Université d'État de Moscou, faculté de mécanique et de mathématiques ;

1975-1978 : Enseignement universitaire supérieur, Université d'État de Moscou, docteur en mathématiques ;

1983-1985 : Institut de langues étrangères, faculté de littérature anglaise, licence ;

Plusieurs cours et formations sur les mathématiques actuarielles, la démographie et la prévision socio-économique, notamment les flux migratoires, etc. ;

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

De 2003 à 2015, en qualité de membre et de Vice-Président élu du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, a examiné des rapports d'États parties ; assisté à des réunions inter-comités et été rapporteur pour un certain nombre de pays.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

A publié plus de 90 travaux, articles, manuels et documents d'études scientifiques. Parmi ceux-ci il convient de souligner en particulier les travaux en matière d'analyse et de prévision de la situation démographique et socio-économique, des flux migratoires, etc.

Ahmadou Tall (Sénégal)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 3 novembre 1965 à Dakar (Sénégal)

Langue de travail : français

Situation/fonctions actuelles

Magistrat – Conseiller technique au Ministère de la Justice.

Principales activités professionnelles

Président de la première chambre civile à la Cour d'appel de Dakar – Conseiller technique à l'administration centrale du Ministère de la Justice – Conseiller juridique au Millennium Challenge Account Sénégal – Coordonnateur de la cellule d'exécution administrative et financière du Programme sectoriel Justice (CEDAF) – Conseiller technique au Ministère de la justice – Inscrit en qualité d'arbitre au Centre d'arbitrage de médiation et de conciliation de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de la Région de Dakar (Sénégal) – Juge au Tribunal régional hors classe de Dakar (Président de la première chambre civile et commerciale) – Chef du Guichet des droits de l'homme (Haut-Commissariat aux droits de l'homme et à la promotion de la paix – Présidence de la République) – Auditeur à la Cour de cassation du Sénégal – Formateur au Centre de formation judiciaire (CFJ) de Dakar jusqu'en août 2003 – Juge au siège du Tribunal régional hors classe de Dakar (équivalent du Tribunal de grande instance).

Études

MBA en gestion de projets (Institut supérieur de management de Dakar 2012-2013) ;

Diplôme d'études spécialisées en droits de l'homme (avec distinction), Université catholique de Louvain (Belgique, 2003-2004) ;

Brevet de l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM de Dakar ; Division judiciaire, 1993-1995) ;

Maîtrise ès sciences juridiques (option droit des affaires – Faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 1988-1992) ;

Certificate of English Language Study – Intermediate Level (Dakar English Language Center (DELC – 2010).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ayant exercé successivement les fonctions de Rapporteur et de Vice-Président) ;

Membre de Global Migration Policy Associates (GMPA).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

Un phénomène aux antipodes de la C.I.D.E. : Les enfants talibés des rues de Dakar, dans : Revue de droit africain, R.D.J.A. n° 39, Juillet 2006 ;

Coordonnateur du projet d'élaboration du rapport « Analyse du dispositif de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, au Sénégal » en lien avec les secteurs public, privé et la société civile, et du Plan national d'action de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, au Sénégal (janvier à juin 2008).